

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21321 - 79ÈME ANNÉE

Journée internationale de la jeunesse

Le chômage de masse principal problème de la jeunesse à La Réunion

Ce 12 août marque la célébration de la Journée internationale de la jeunesse. A La Réunion, la jeunesse souffre particulièrement de la crise économique, sociale et politique : plus de la moitié des jeunes sortis de l'école sont au chômage. Comment la jeunesse peut-elle être actrice du changement quand le choix se limite à la précarité à vie ou à l'exil ?

Célébrons les jeunes comme agents de changement pour les objectifs mondiaux, tel est en substance le mot d'ordre de la Journée internationale de la jeunesse 2023. L'ONU met l'accent sur « compétences vertes pour les jeunes : vers un monde durable ». « Le passage à un monde durable sur le plan environnemental et respectueux du climat est essentiel non seulement pour répondre à la crise climatique mondiale, mais aussi pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD). La réussite de la transition vers un monde plus vert dépendra du développement des compétences vertes au sein de la population. Les compétences vertes sont « les connaissances, les aptitudes, les valeurs et les comportements nécessaires pour vivre dans une société durable et économe en ressources, la développer et la soutenir ». », précise l'ONU.

Chômage massif pour la jeunesse réunionnaise

Ceci rappelle que des avancées importantes en matière de développement sont le résultat du combat de plusieurs générations. L'ONU mise sur les jeunes pour reprendre le flambeau de la lutte, en particulier dans la construction d'une nouvelle civilisation déclinée dans les Objectifs de développement durable. Rappelons que le premier ODD est l'éradication de la pauvreté à l'échelle mondiale. Compte tenu de la situation présente, il apparaît clairement qu'un tel objectif ne pourra être atteint dans le monde entier par la génération actuelle de dirigeants.

La Réunion semble bien loin de ces intentions. Dans notre île, plus de la moitié des jeunes de moins de 25 ans sortis de l'école sont condamnés au chômage. Ils ne peuvent apporter leurs compétences au développement du pays. Pour beaucoup, la seule alternative pour échapper à une vie de précarité est l'exil. Comment dans ces conditions développer les compétences nécessaires à la construction d'une nouvelle civilisation à La Réunion ?

Conséquence d'une politique

La Journée internationale de la jeunesse rappelle donc l'impasse dans laquelle s'enfonce La Réunion en raison de la crise économique, sociale et politique. Cette crise est la conséquence du système mis en place depuis la fin officielle de la colonisation de La Réunion. Pour Paris, la jeunesse réunionnaise était vue comme un problème et non pas un atout. Il fallait organiser l'exil vers la France des Réunionnais susceptibles d'être des acteurs du changement politique dans leur pays : c'était une des missions du BUMIDOM. La hantise du pouvoir parisien était que ces jeunes soutiennent le Parti communiste réunionnais et son objectif de libération du pays du joug colonial. De la même manière, le pouvoir parisien n'a pas accompagné le développement de La Réunion vers une société de plein emploi. La conséquence est la grande dépendance des Réunionnais aux transferts publics venus de France et versés sous forme de salaires, de prestations sociales et d'exonérations fiscales massives pour le patronat. Mais cela a pour conséquence une société qui produit du chômage de masse depuis des décennies. Les jeunes sont la classe d'âge la plus touchée par cette politique.

Les jeunes principaux acteurs d'une société à reconstruire

A La Réunion, la construction d'une civilisation de développement soutenable passe par une vaste remise à plat. Dans ce vaste débat, les jeunes ont toute leur place car ce sont les Réunionnais de moins de 25

ans aujourd'hui qui doivent être les principaux acteurs de la nouvelle société à construire.

M.M.

Le pouvoir des Réunionnais sur leur économie diminue encore

Après les hôtels, l'importation d'automobiles de luxe et l'eau en bouteille Edena, le capitalisme mauricien continue de se déployer à La Réunion en frappant un grand coup : IBL devient officiellement l'actionnaire principal de Make Distribution, propriétaire des 4 hypermarchés Run Market. C'est un nouveau pan de l'économie de La Réunion dont la direction échappe aux Réunionnais. Malgré toutes les aides publiques dont il bénéficie, le capitalisme réunionnais ne cesse de céder des pans entiers de l'économie de La Réunion à des groupes extérieurs.

En proie à d'importantes difficultés financières, Make Distribution, propriétaire de 4 anciens hypermarchés Score à La Réunion est passé sous le contrôle d'une société de l'île Maurice, IBL. Un communiqué de Make Distribution indique que cette décision a été validée le 3 août dernier par l'assemblée générale de ses actionnaires : « les actionnaires de Make Distribution ont approuvé la prise de participation d'IBL à hauteur de 51% dans le capital de la Société, tout en décidant, également à l'unanimité, de conserver au groupe réunionnais Société Adrien Bellier (SAB), une participation significative et quasi équivalente de 49% dans le capital de Make Distribution ».

4 hypermarchés changent de propriétaire

En 2019, la vente de Vindemia au Groupe Bernard Hayot permettait à l'enseigne Carrefour de prendre le contrôle des supermarchés et hypermarchés Score à La Réunion et à Madagascar, ainsi que des superettes Supermaki de Madagascar. GBH a mis 219 millions sur la table pour en prendre possession. La validation de cette transaction obligeait GBH à céder quatre hypermarchés Score. Ceci permit l'arrivée d'un acteur réunionnais dans la grande distribution : Make Distribution, composé d'un actionnariat 100 % réunionnais.

3 ans plus tard, Make Distribution a été en grande difficulté financière et ne pouvait plus faire face à ces échéances. Cela a amené à chercher un nouvel actionnaire pour injecter de l'argent frais.

C'est l'offre du groupe mauricien IBL qui a été rete-

nue. Avec 51 % des actions du propriétaire des hypermarchés Run Market, c'est IBL qui prend donc la direction des opérations. Un acteur mauricien remplace donc un réunionnais à la tête d'un groupe qui pèse dans le secteur de la grande distribution à La Réunion.

Dynamisme du capitalisme mauricien

Des groupes de l'île Maurice ont déjà pris le contrôle d'importantes sociétés à La Réunion. Une société mauricienne, Leal, racheta une division « voitures de luxe » du Groupe Caillé. Une autre prit le contrôle d'Edena, producteur d'eau en bouteille. Les Mauriciens sont aussi présents dans l'hôtellerie notamment. Le capitalisme mauricien se déploie à La Réunion. Ce dynamisme contraste avec celui du capitalisme réunionnais. Ce dernier a cédé des pans entiers de notre économie à des groupes extérieurs. Les plus importantes sociétés de BTP, les usines sucrières, la production d'électricité, une part importante de la téléphonie mobile, de l'Internet, de la grande distribution et de l'importation d'automobiles ont quitté le giron de La Réunion. En conséquence, notre économie dépend de plus en plus de décisions de l'extérieur de La Réunion. La prise de contrôle de Make Distribution par IBL confirme cette tendance.

Importantes aides publiques pour le capitalisme réunionnais

Pourtant, le capitalisme réunionnais bénéficie d'importantes aides publiques : défiscalisation sur les investissements, exonérations de cotisations sociales sans oublier des aides diverses liées à la conjoncture comme lors de la pandémie de COVID-19. Mais tout ceci ne suffit pas pour présenter un plan de reprise de 4 hypermarchés plus convaincant que celui des Mauriciens d'IBL.

Le pouvoir des Réunionnais sur leur économie diminue encore, ce qui rend notre île toujours plus dépendante de décisions prises par des groupes dont le centre d'intérêt n'est pas La Réunion.

« Plan de soutien de l'État à l'agriculture bio : les producteurs doivent être informés », affirme la CGPER

Doté de 60 millions d'euros au niveau national, un plan d'aide de l'État à l'agriculture biologique a été validé par la Commission européenne le 3 août. Les producteurs concernés devront déposer un dossier entre le 16 août et le 20 septembre. Mais cette information importante ne fait pas l'objet d'une communication de la part de l'État et de la Chambre d'agriculture. La CGPER demande donc à ces institutions de se ressaisir. « Pour sa part, la CGPER ne manquera pas d'informer un maximum de producteurs sur ce nouveau dispositif de soutien public à l'agriculture bio », précise Jean-Michel Moutama, président du syndicat.

Un communiqué du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, daté du 7 août, annonce le renforcement du soutien de l'État à l'agriculture biologique. L'enveloppe totale du soutien de l'État s'élève à 60 millions d'euros. Ce plan d'aide a été validé le 3 août par la Commission européenne.

Comme tous les agriculteurs, les producteurs en bio sont gravement touchés par la flambée des prix. De plus, l'inflation touche la population lourdement et de manière durable : le pouvoir d'achat diminue tout comme la demande en produits bio. En même temps, le coût de production augmente. Récemment un agriculteur bio indiquait dans la presse que le prix de son engrais naturel avait plus que doublé depuis l'année dernière. Ceci risque de provoquer une forte baisse de la production en agriculture biologique. Comment manger bio et à quel prix dans ces conditions ? Cela va à l'encontre de la volonté de l'État de promouvoir les produits bio dans l'alimentation.

L'annonce de cette aide de 60 millions d'euros au niveau national est donc une bonne nouvelle pour nos producteurs, à condition que les personnes concernées soient informées de ce dispositif. Malheureusement,

force est de constater un manque manifeste de communication sur ce sujet de la part de la DAAF.

FranceAgriMer ouvrira un guichet pour recevoir les dossiers de demandes d'aide le 16 août. Le guichet est ouvert jusqu'au 20 septembre. Le 16 août c'est la semaine prochaine et le 20 septembre c'est dans un peu plus d'un mois. Un mois peut être très court pour monter un dossier de demande d'une aide, surtout si l'agriculteur n'est pas accompagné dans sa démarche. La CGPER déplore également le silence de la Chambre d'agriculture sur ce plan de soutien à l'agriculture bio.

La CGPER souhaite que les services de l'État et la Chambre se ressaisissent.

Il serait en effet inadmissible que des agriculteurs ayant droit à cette aide en soient exclus par méconnaissance de son existence ou par manque d'accompagnement pour remettre le dossier à FranceAgriMer dans le délai fixé.

Pour sa part, la CGPER ne manquera pas d'informer un maximum de producteurs sur ce nouveau dispositif de soutien public à l'agriculture bio.

La CGPER invite dès à présent les agriculteurs à consulter le site FranceAgriMer pour connaître les détails du dispositif et les critères d'éligibilité :

<https://www.franceagrimer.fr/Accompagner/Dispositifs-par-filiere/Aides-de-crise/BIO-2023>

**Le Président de la CGPER
Jean-Michel Moutama**

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Denis Irouva, militant infatigable, I fête zordi son 93e anniversaire

Mézami, zordi i tonb lo douze moi d'oute é anparmi mon bann kamarad lé né zour-la néna Denis Irouva, in ga étan koni konm in militan dopi dé tan é dé tan. Militan parti kominiss PCR, militan galman la CGTR... La pa promyèr foi noute zoinal i anparl de li, pars, konm in pé i di sé in modèl, in l'égzanp, pou bande rényoné la lite lé dann zot san. Biensir sa i ariv pa konmsa, sa i ariv souvan pars la lite lé dann noute, nout kiltir, noute listoir, la n'ote épi sète l'anvironeman sossyal.

Pars légzanpe bann zansien i done, sa lé zamé pèrdi. Mézami zot i koné noute pèp la touzour lité pou arash bann zavantaz l'avé pou arashé : listoir i amontr anou si na poin la lite, napoin d'viktoir, na poin d'progré sossyal, é si na poin d'progré sossyal lé pli fassil rokilé k'avanssé... Noute toute ké lé la, nou néna dann noute tête lo souvniir toute sak la disparète avan nou épi souvan défoi la konsakre zot vi pou fé progrès bann travayèr, mé pa solman pou fé avanss ossi lo pèp noute péi. Si mi révèye in pé lo souvniir mwin la garde bande zansien, mi diré banna téi i koné la lite lé global : èl lé ékonomik, sossyal, el lé kiltirèl é zordi el i rozoin avèk la défanss l'anvironeman. la défanss l'anvironeman ki kondissyone li mèm la vi l'imanité é néna lontan ké ni koné sa, é ké noute kamarade Denis i koné sa.

Dopi dé dizène é dizène zané Denis lé dann toute bande konba bande travayèr. La falu bataye pou fé aksèp lidé ké La CGTR té in sindika roprézantatif bann travayèr rényoné kan la kré la CGTR lané 1968 dann in sal laba La Plaine dé

Palmistes. Nout kamarad i yème dir « lo sossyal sé lo motèr d'lékonomi » mé lo pouvoir dizon lo sistème i sèye dopi dé zané détruire lo sossyal é ni sorte oir sa ankor dann la réform bande rotrète soidizan prévi pou ékilib lo sitème rotrète mé an fé i ékilib pa ditou é dan l'ané ki vien sar sirman oblizé diminyé bande rotrète é lékilib nora pa dir lontan.

Denis i koné ossi lo roll lo shan néna dan la lite é konbien d'foi, nou la vi ali soulèv son poin pou antone l'internassyonal pétète lo sèl issi La Rényon a konète par kèr dann toute son bann kouplé. Noute gayar shanté révolissyonè. Konbienn foi nou la antann ali shante so linternassyonal... Mé la pa sa solman é mi rapèl dann Por li téi shante ossi séga-maloya é mi rapèl sinplomman lo bouté in kouplé téi di konmsa « Ti di ké toué lé kosto, m'a dir toué dé troi pti mo... » Mi arète la mé sé sinplomman pou dir azot koman Denis lé fondamantalman in rényoné portèr d'noute kiltir rényonèz é mèm gardien d'inn sèrtène fasson d'noute patrimoine kiltirèl.

Denis Irouva ké l'internassyonal i kontinyé rézoné dann toute son bande kouplé. Ké lo sossyal i kontinyé d'ète in potò-mitan pou lékonomi, ké lo patrimoine kiltirèl rényoné i kontinyé dévlopé pou lo gran bien noute l'idantité rényonèz.

A bon antandèr salu.

Justin